

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 30/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



OSIRIS GIE

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 ROUSSILLON

Références : Is2022-176RT
Code AIOT : 0006105221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2022 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "Sécurité Gaz dans les chaufferies".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON
- Code AIOT : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Le GIE OSIRIS fournit les utilités et les moyens de secours aux différents sites de la plate-forme chimique de Roussillon.

Parmi les différentes utilités figure la fourniture de vapeur qui est produite à partir de différentes sources dont un incinérateur, autre exploitant ICPE, qui a un contrat de fourniture de vapeur avec le GIE OSIRIS.

En cas de besoin non-couvert par la production de l'incinérateur, OSIRIS fournit la vapeur nécessaire à partir :

- d'une turbine à gaz (TAG) dont la fonction principale est la production d'électricité à partir de gaz naturel et qui fonctionne selon le besoin du réseau. OSIRIS a repris récemment la gestion de cette turbine ;
- d'une chaudière CNIM, la chaudière n° 1, qui est une installation ancienne et qui se situe dans un bâtiment (bâtiment qui contenait historiquement d'autres chaudières qui ont depuis été démantelées) ;
- d'une chaudière BONO, la chaudière n° 2, qui est une installation récente (2022), qui se situe en extérieure et qui a la particularité d'être plus flexible et plus rapide au démarrage;
- d'une chaudière au charbon, en fin de vie et qui sera mise à l'arrêt à l'épuisement du stock de charbon. Cette chaudière n'a pas été l'objet de l'inspection.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités :

- déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle,
- présence de déchets dangereux,
- présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets,
- présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques de pollution dans l'air par les chaudières ;
- le risque de pollutions accidentelles dans l'eau lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi qu'aux rejets dans le canal national du Rhône d'épisodes de pollution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité gaz dans les chaufferies

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Système de détection gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III	/	Mise en demeure, respect de prescription (concerne uniquement la chaudière n°1)	3 mois
3	Exploitation Réseau d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	/	Mise en demeure, respect de prescription (concerne uniquement la chaudière n°1)	3 mois
4	Exploitation Réseau d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	/	Mise en demeure, respect de prescription (concerne uniquement la chaudière n°1)	3 mois
5	Mise en sécurité – Appareil de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	/	Mise en demeure, respect de prescription (concerne uniquement la chaudière n°1)	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Exploitation Réseau d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	/	Sans objet
7	Implantation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 3.2.1.2.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Implantation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 3.2.1.1.	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.2.12.2.2	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.2.5	/	Sans objet
11	prévention des risques incendie-explosion	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La chaudière n° 1 ne respecte pas la réglementation nationale concernant **l'arrêt automatique de l'alimentation en gaz et en électricité en cas de détection de défauts** (fuite de gaz, manque de pression, absence de brûlage). Le risque associé est qu'une fuite de gaz, qui sera détectée par la salle de contrôle, ne soit pas traitée assez rapidement et provoque une explosion. Cette non-conformité est une non-conformité majeure qui entraîne la proposition à M. le préfet de l'Isère d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Concernant la chaudière n° 2, chaudière installée en 2022, elle dispose de la même organisation. Par contre, **si le texte actuellement applicable n'impose pas cette organisation suite à un oubli dans la rédaction de l'arrêté ministériel de la partie "prévention des risques accidentels", il est en cours de modification** pour revenir aux standards de sécurité. **L'exploitant doit donc réaliser cette mise en sécurité automatique sur ces 2 installations.**

De même, une meilleure identification des vannes de fermeture manuelle de l'arrivée de gaz doit être réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 60 du présent arrêté (=conformité électrique avec atmosphère explosive). Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 60 du présent arrêté.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Constats :</p> <p>1. <u>Chaudière n°1 CNIM</u> : la liste des détecteurs gaz (4; 1 par brûleur) est présente dans un document qui reprend tous les étalonnages et les contrôles, qui sont effectués en interne par le service instrumentation d'OSIRIS. Le dernier étalonnage/contrôle date du 08/06/22, il ne mentionnait pas d'anomalie. La fréquence d'étalonnage/contrôle est de 6 mois. Le test est effectué avec une bouteille à 2,5 % de CH4 représentant 50 % de la LIE.</p> <p>Le bâtiment dispose également d'une double barrière Infra-Rouge sous le faîtage pour détecter une fuite de gaz. En 2021 les 2 barrières ont été hors service (origine probable : foudre) . En mars 2022, il y a eu un contrôle OLDHAM sur 1 seule barrière (car le 2è système émetteur-récepteur est arrivé non fonctionnel sur site). La 2ème barrière est arrivée le 7 juillet 2022 et a fait l'objet d'un contrôle. Il y a une redondance de cette détection IR.</p> <p>La mise en sécurité de la chaudière est automatique en cas de seuil supérieur à 60% de la LIE par les 2 détecteurs IR de la barrière.</p> <p>En cas d'activation des détecteurs sur les brûleurs, il y a une alarme en salle de contrôle et du personnel de chaufferie va vérifier avec un détecteur portatif. En cas de fuite avérée, il y a une coupure manuelle via un bouton d'arrêt d'urgence.</p> <p>=> Il n'y a pas de mise en sécurité automatique de l'installation au delà du seuil de 30% de la LIE, comme le prévoit l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Ceci constitue une NON-CONFORMITE MAJEURE, en raison des risques présentés.</p> <p>2. <u>Chaudière n° 2 Bono</u> : la chaudière a été mise en route en juin 2022 et opérationnelle depuis fin septembre 2022.</p> <p>Les étalonnages/contrôles ont été faits en interne en juin lors des tests globaux de l'installation mais sans trace écrite.</p> <p>=> pour ce point il est demandé la réalisation d'un nouvel étalonnage /contrôle sous un délai de 1 mois et son enregistrement dans le fichier de l'exploitant.</p> <p>Au vu de sa puissance, la chaudière n° 2 est une installation de combustion qui doit respecter l'arrêté ministériel du 03/08/18 pour les installations à autorisation dont la puissance est < 50 MW. Cet arrêté ne comporte pas de prescriptions de sécurité pour les installations gaz (oubli dans la rédaction de l'arrêté ministériel de la partie "prévention des risques accidentels"). Néanmoins, pour palier à cette problématique, cet arrêté est en cours de modification et les standards de sécurité (coupure à 30% de la LIE, redondance...) seront intégrés <u>très prochainement</u>.</p> <p>=> OSIRIS doit également mettre aux standards de sécurité sa chaudière n° 2 (tout comme la chaudière n°1). En raison de la non-opposabilité actuelle de cette prescription, cette non-conformité n'est pas intégrée dans le projet d'arrêté de mise en demeure.</p> <p>3. <u>Turbine à gaz TAG</u> : les contrôles détection incendie /gaz ont été réalisés en date du 06/10/21 et du 22/09/22 (en attente rapport) par Johnson Controls et Oldham. Lors du contrôle réalisé en 2021, 1 détecteur a été identifié non conforme (en cours de traitement). Les actions correctives sont</p>

<p>suivies dans un fichier Excel dédié à la TAG suite à sa reprise en gestion interne. Il est à noter qu'une mise en alerte est effective à partir du seuil de 10 % de la LIE (alarme) et qu'une mise à l'arrêt automatique est effective en cas d'atteinte du seuil de 20 % de la LIE.</p> <p>De manière générale, un stock minimum de différents détecteurs est présent au magasin (CNIM + BONO) sur site afin de pouvoir les remplacer rapidement en interne.</p> <p>Il y a un détecteur gaz, un détecteur flamme et un pressostat par brûleur.</p> <p>La liste de l'ensemble des détecteurs est dans la « liste de EIPS » version du 03/03/22. Il peut être noté l'absence de plans indiquant les emplacements des détecteurs gaz. => ce point constitue une non-conformité</p> <p>Vérification de la chaîne complète : la vérification est faite quand les chaudières sont à l'arrêt.</p> <p>Non-conformité majeure n° 1 : Mise en sécurité de la chaudière 1 en cas de détection supérieure à 30% de la LIE (proposition d'une mise en demeure)</p> <p>Non-conformité n° 1 : Réaliser un étalonnage/contrôle des détecteurs de la chaudière n° 2 Non-conformité n° 2 : Réaliser un plan des détecteurs de gaz pour chacune des installations</p> <p>Observations : Mise en sécurité de la chaudière 2 en cas de détection supérieure à 30% de la LIE Les non-conformités issues des rapports de contrôles et d'étalonnages doivent être traitées dans des délais raisonnables, en lien avec le niveau de criticité .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le poste de distribution gaz , situé entre la chaudière 1 et la chaudière 2 dispose de vannes de coupures manuelles pour chaque installation. Le nom de l'installation est indiqué sur la tuyauterie de gaz associée à chaque installation. Cependant la vanne manuelle n'est pas identifiée en tant que telle. Le sens de fermeture est indiqué sur la vanne de la chaudière 2. La position ouverte/fermée n'est pas indiquée. C'est une non-conformité.</p> <p>En salle de contrôle GEEF (Groupe Exploitation Energie Fluides) , il y a un classeur comprenant notamment la marche à suivre pour la mise en sécurité des installations et la situation de ces vannes manuelles.</p> <p>Pour la chaudière n° 1, il existe une autre vanne manuelle située sur une passerelle en hauteur, à l'extérieur du bâtiment. Cette vanne n'est pas identifiée en tant que telle. C'est une non-conformité.</p> <p>Ces vannes sont manoeuvrées lors des mises à l'arrêt des chaudières (plusieurs fois par an). Le poste de distribution gaz est un local fermé mais non à clé. Un rondier GEEF est présent en permanence, dans la zone.</p>
<p>Observations :</p> <p>Non-conformité n°3 :</p> <p>L'ensemble des vannes manuelles de fermeture de l'alimentation gaz doivent être identifiées. Le sens de fermeture et l'état de chaque vanne doit être facilement identifiable.</p> <p>Suite à la mise en route de la chaudière n°2, l'exploitant s'assurera que l'ensemble du personnel d'exploitation GEEF soit formé à la mise en sécurité de la chaudière n° 2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites administratives
Proposition de suites : Lettre préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Exploitation Réseau d'alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum. (2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs. (3) Dispositif de baisse de pression : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p>
<p>Constats : Les installations sont protégées par 2 vannes automatiques en série placées en extérieur. Chaque brûleur est équipé d'une détection gaz (redondance) et d'un pressostat. En cas de détection gaz, il n'y a pas de coupure de l'alimentation en gaz : selon le nombre de détecteurs activés, soit un opérateur GEEF se rend sur la chaudière en alarme avec un détecteur portable pour vérifier une éventuelle fausse alerte soit, en cas d'alarmes multiples, l'opérateur en salle de commande GEEF appuie sur le bouton d'arrêt d'urgence correspondant à l'équipement et l'alimentation est coupée. La chaîne de coupure est testée lors des arrêts de chaudière. => la non-coupure automatique de l'alimentation en combustible constitue une NON - CONFORMITE MAJEURE pour la chaudière n°1</p> <p>=> Pour la chaudière n° 2, il s'agit de la même problématique que pour la non-conformité majeure n°1, l'arrêté ministériel étant en cours de modification, la mise aux standards de sécurité devra être réalisée</p>
<p>Observations : Non-conformité majeure n° 2 : Les vannes automatiques de coupure gaz ne sont pas asservies à la détection gaz et à la chute de pression pour la chaudière n° 1</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Exploitation Réseau d'alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manoeuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel dispositif de coupure ou que ce dispositif apparaît inadapté, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ou de la coupure manuelle, ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats : Les chaudières sont pilotées en salle de commande GEEF qui supervise la production des utilités (vapeur, air comprimé..). Cette salle de commande est pilotée en permanence. Les différents dispositifs de sécurité déclenchent une alarme (visuelle et sonore). La coupure de l'arrivée en combustible et l'alimentation électrique ne sont pas asservies à ces dispositifs.</p> <p><u>Pour la chaudière n° 1 :</u> il existe, au niveau du faîtage du bâtiment, une détection de méthane redondante qui coupe l'alimentation en combustible à 60 % de la LIE. Cette double barrière ne dispose pas d'une robustesse éprouvée pour commander seule la coupure de l'alimentation (cf son indisponibilité de plusieurs mois). => ce point constitue une NON-CONFORMITE MAJEURE</p> <p><u>Pour la chaudière n° 2,</u> il s'agit de la même problématique que pour la non-conformité majeure n° 1, sa mise aux standards sera à effectuer.</p> <p>Le site ne dispose pas d'équipements en sous-sol.</p>
<p>Observations : Non-conformité majeure n° 3 : la détection de gaz ne coupe pas l'alimentation en combustible ni l'alimentation électrique et le seuil n'est pas le bon. L'exploitant ne dispose pas de la dérogation possible après passage en CODERST.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mise en sécurité – Appareil de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel asservissement, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST, par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les 3 installations de combustion, il est reporté en salle de commande GEEF les données de production en temps réel des chaudières, cela permet aux opérateurs chaufferies de disposer d'un état de marche de chaque installation.</p> <p>Les chaudières n° 1 et n°2 disposent d'un contrôle de la flamme pour chaque brûleur qui ne sont pas asservis à la mise en sécurité de l'installation.</p> <p>Ce fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une dérogation en CODERST.=> ce point constitue une Non-conformité majeure pour la chaudière n° 1</p> <p>Pour la chaudière n° 2, l'arrêté ministériel n'impose pas encore ce dispositif mais sa modification en cours a notamment pour but de pallier à cet oubli et de prescrire ce standard de sécurité sur les chaudières gaz. Sa mise aux standards sera à effectuer</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 3.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les chaudières doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les installations abritant les chaudières sont desservies, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chaudières sont situées à proximité d'une voie de circulation.</p> <p>La chaudière n° 1 est située à l'étage d'un bâtiment avec un accès par l'extérieur.</p> <p>La chaudière n° 2 et la TAG sont situées en extérieur, en rez de chaussée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 3.2.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les portes des installations abritant les chaudières doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.
Constats : Pour la chaudière n° 1, les portes s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur. Les issues étaient dégagées le jour de l'inspection. Au vu de la configuration du bâtiment, la chaudière n° 1 est située à une extrémité d'un grand bâtiment quasiment vide suite à l'arrêt d'anciennes chaudières, le balisage gagnerait à être mieux signalé. C'est une non-conformité. La chaudière n° 2 et la TAG étant en extérieur, cette prescription n'est pas applicable.
Observations : Non-conformité n° 2 : améliorer le balisage pour l'évacuation de la chaudière n° 1
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suites préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.2.1 et 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.2.1. Surveillance permanente. Les installations abritant les chaudières doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. 2.2.2.- Dérogation à la surveillance permanente. Par dérogation aux dispositions du point 2.2.1, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions des textes et normes en vigueur relatifs à l'exploitation sans présence humaine permanente.
Constats : L'exploitation des chaudières se fait par le personnel GEEF qui est en présence permanente (en 5x8). Le personnel est formé à son arrivée en poste et tout au long de sa carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.1.4 - Propreté - Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Pour la chaudière n° 1, le jour de l'inspection, le bâtiment était propre et il n'a pas été vu d'amas de poussières ou de matières dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : prévention des risques incendie-explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence de matières dangereuses ou inflammables dans les installations abritant les chaudières est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Pour l'ensemble des installations de combustion, le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence de matières inflammables ou de matières dangereuses à proximité des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet